

En réponse à la lettre ouverte adressée du député Gérard Gaudron, qui prend un peu de son temps pour y répondre, mais malheureusement ce n'est que sur son blog de député.

Nous lui apportons, ici, des précisions plus justes, au cas où il n'aurait pas bien compris la finalité et la subtilité du plan gouvernemental pour La Poste.

Lors de sa présentation, lundi 2 novembre, devant le Sénat du projet de loi changeant le statut de La Poste, M. Estrosi ministre de l'industrie a indiqué soutenir un amendement visant à indiquer que La Poste « était un service public à caractère national », « et que de ce fait elle n'est pas privatisable en application de la Constitution de 1946 ».

« On donne une garantie de caractère constitutionnelle sur le fait que La poste ne pourra jamais être privatisée ».

Monsieur Estrosi n'a pas du lire la jurisprudence du Conseil Constitutionnel qui expose, sans ambiguïté aucune, dans le 14^{ème} alinéa de sa décision du 30 novembre 2006 relative à la privatisation de GDF : « que le fait qu'une activité ait été érigée en service public national sans que la Constitution l'ait exigé ne fait pas obstacle au transfert au secteur privé de l'entreprise qui en est en charge ». Cette contre-vérité du ministre est grossière.

Cela prouve une chose : le gouvernement est conscient de l'impopularité du projet et sait que les concitoyens échaudés des expériences passées comprennent bien que le changement de statut préfigure la privatisation programmée dans un second temps.

Xavier Toulgoat

Conseiller municipal